



Réseau d'Observation du Littoral de Normandie et des Hauts-de-France Réunion du **Comité d'Orientation Scientifique et Technique**

Mercredi 5 juin 2024
13h30 – 16h30
En visioconférence

Compte rendu

Présents :

- **Membres du Comité d'Orientation Scientifique et Technique** : C. AULERT (OFB), T. BIZET (SMBSEGLP), O. CANTAT (Université de Caen), S. COSTA (Université de Caen), C. FAUCHARD (Cerema), V. GUYET-GRENET (CSLN), J-P. LACOSTE (Président du COST), S. LE BOT (Université de Rouen), C. MARION (CNAM-INTECHMER), F. MARIN (Université du Havre), C. MYR (BRGM), M. ROPERT (IFREMER), D. ROSEBERY (ONF), C. RUFIN-SOLER (Université de Nantes), M-H. RUZ (ULCO)
- **Cellule d'animation du ROL** : J. PAGNY, A. THULIE, C. LOOTEN

Excusés : O. BAIN (Institut La Salle Beauvais), P. DEBOUDDT (Université de Lille), A. HEQUETTE (ULCO), B. LAIGNEL (Université de Rouen), E. LANGLOIS (Université de Rouen), O. MAQUAIRE (Université de Caen), Y. MEAR (CNAM-INTECHMER), A. ROCHE (Cerema), I. TURKI (Université de Rouen), A. TRENTESAUX (Université de Lille), G. VILLEMAGNE (CA Cancale), C. ZAMBETTAKIS (Conservatoire Botanique), M. LOPIN (ROL)

1. Meet Up

1.1. *Chacun se présente en quelques minutes*

1.2. *Actu du ROL :*

- Présentation de Céline Looten, chargée de mission en animation territoriale pour le ROL, arrivée en mars 2024 à Hérouville-St-Clair
- Pierre VOGT est le nouveau président du GIP depuis le 31 mai 2024
- Présentation du [nouveau portail du ROL](#)
- Mise en œuvre de la 3ème phase de la stratégie de suivi du littoral de Normandie et des Hauts-de-France :
 - Conditions météo marines compliquées en 2023, les vols ont pris du retard. Les équipes se sont remobilisées depuis avril 2024 et les vols sont prévus jusque juillet 2024. L'acquisition topo-ortho est terminée dans les 2 régions, la partie bathy est terminée pour la Normandie, et reste la bathy pour les Hauts-de-France.
 - L'acquisition bathy reste difficile, même observation lors de la première acquisition avec le Shom (2016-2018). Des choix avaient été nécessaires pour les acquisitions bathy du fait de conditions météo marines trop difficiles. On a donc laissé de côté l'estuaire de Seine, Bresle, Somme, Authie et devant Calais où il y a énormément de trafic.
 - Fugro se charge de fusionner les produits pour qu'on ait un continuum terre-mer. Pour assurer le recouvrement des secteurs ont été volé en 2023 et revolé intégralement en 2024.
 - Livraison complète d'ici la fin de l'année 2024.
 - Quelques questions sur l'infra-rouge et les capteurs utilisés : lire [les actes du séminaire 2023](#) et notamment la [présentation](#) de Benoît Cajelot (Fugro).
 - Questionnement sur les dates d'acquisition :

T. Bizet : Au syndicat mixte un marché a été lancé pour faire un levé biennuel (printemps et automne) pour comprendre le comportement des hauts de plages avant et après l'hiver. Il serait intéressant de savoir quand a eu lieu le levé de Mers-les-Bains à la baie d'Authie pour pouvoir comparer les données.

C. Marion : Même question pour le littoral manchois car il y a aussi un projet de relevés LIDAR. Ce serait l'occasion de pouvoir profiter de cette mutualisation de données et prolonger mes levés dans les petites échelles sur le terrain. Et ça pourrait aider aussi à caler les prochaines missions dans la Manche et de valoriser les missions précédentes.

- Présentation de la nouvelle application cartographique valorisant les acteurs partenaires du ROL : renseigne l'emprise et le siège social de chaque partenaire (adresse, contacts, etc.) et les thématiques sur lesquelles ils travaillent. Finalisation en cours.

1.3. EUCC : Jean-Philippe Lacoste fait le point sur les ateliers 2024

- Le dernier atelier EUCC France a eu lieu les 4 et 5 avril 2024 dernier à Oléron, secteur du Pertuis de Maumusson et de la presqu'île d'Arvert. Cet atelier était copiloté d'un point de vue scientifique par Éric Chaumillon et un certain nombre de ses collègues de l'université de La Rochelle.

- Le prochain atelier aura lieu en Camargue les 3 et 4 octobre 2024 sur la dynamique et le déséquilibre en cours de l'hydrosystème camarguais, les Bouches-du-Rhône et le Gard, et notamment sur le secteur sensible du littoral de Saintes-Maries-de-la-Mer (13). Visite sur le Gard et le Grau-du-Roi. Cet atelier sera animé par François Sabatier du CEREGE CNRS. Les invitations et inscriptions se feront courant juillet 2024.

1.4. Actualités des membres du COST

C. Myr : nouveau collègue pour le BRGM Hauts-de-France, Adrien Crapoulet qui est en charge actuellement du projet sur les aspects submersion au PMCO. Tous les 2 en appui sur le linéaire Normandie et Hauts-de-France : Adrien pour l'aspect côte basse et Claire pour l'aspect falaises. Dans le cadre de la loi Climat, les communes inscrites au décret, le BRGM est en train de monter un projet en partenariat avec le Cerema pour réaliser la cartographie à 30 et 100 ans de la Communauté de Communes des Villes Sœurs (76). L'ensemble du linéaire qui va être cartographié (21km) et pas seulement les 3 communes inscrites.

C. Aulert : Le Document Stratégique de Façade (DSF) est en cours de révision en cohérence avec la Stratégie Mer et Littoral 2, notamment avec des objectifs environnementaux, socio-économiques, mais aussi des cartes à vocation de planification marine. Il y a notamment une prise en considération de l'aspect zéro artificialisation en perte nette, et tout ce qui est en lien avec l'aménagement du littoral face aux changements climatiques, des sujets transversaux donc, qui peuvent intéresser le ROL. Avec la mise à jour du DSF, il y aura de fait une mise en conformité de l'ensemble des plans et programmes sur la façade maritime, comme les SRADDET, SDAGE, PLU et autres, ce qui sera efficace pour les planifications mises en œuvre sur le littoral.

J. Pagny : le ROL contacté par l'Agence de l'Eau et la DIRM : le DSF va approfondir les questions qui sont liées au trait de côte et aux changements climatiques. Le ROL a été identifié par les membres de la CPCMF (Commission Permanente du Conseil Maritime de Façade) comme contributeur pour ce qui est des éléments de diagnostics, avec d'autres partenaires. Ce sera une belle opportunité pour donner de la visibilité à l'action du ROL.

S. Le Bot : Une thèse vient de démarrer sur la baie de Somme, financée par le CEREMA, dirigée par Julien DELOFFRE (M2C) et co-encadrée par Nicolas HUYBRECHTS (CEREMA) et moi-même. Le but étant de reprendre toutes les acquisitions LIDAR depuis 10 ans réalisés par CLAREC et CIRCLE (M2C) sur des financements du SNO DYNALIT et de la Région Picardie et intégrant les suivis de la stratégie de suivi du ROL. L'objectif est d'analyser les patterns spatio-temporels de l'évolution morphodynamique. Un autre objectif est aussi de réaliser des mesures hydro-sédimentaires sur des zones ateliers, dans la partie intertidale basse. Des mesures seront réalisées tous les 2-3 mois pendant 1 an pour voir quels sont les volumes de sédiment qui entrent et sortent de la baie et pour quelles conditions hydrodynamiques. Des corrélations entre réponse morphodynamique et paramètres hydrodynamiques seront recherchées. Un modèle sera calibré et validé pour simuler la réponse morphodynamique de la baie.

C. Marion : lancement du programme Moco Manche pour Mobilité du trait de côte sur le littoral de la Manche, co-financé par l'Agence de l'Eau et le département de la Manche. Programme sur 3 ans (2024-2027) comprend des acquisitions drones LIDAR sur plusieurs sites ateliers répartis sur les 3 façades du littoral de la Manche. Mise en place de stations CoastSnap avec un suivi participatif complémentaire Alt'i'Plage qui est en cours de développement à partir des bornes de suivi historique du littoral manchois.

T. Bizet : Fin du PAPI 1. Le travail sur le PAPI 2 a démarré avec notamment l'intégration d'une dimension littorale. Les actions doivent s'engager à la fin de l'année 2024.

Une étude de suivi hydro sédimentaire (cordon de galets) entre Le Tréport et le Hourdel est lancée, le diagnostic se finalise cet été pour établir des scénarios de gestion de ce trait de côte comprenant les apports de galets, voire modification d'ouvrages.

S. Costa : 1. Appel à Manifestation d'Intérêt France 2030 a été lancé au niveau national pour les SHS. Un consortium s'est monté autour de Brest, qui est l'université pilote sur la thématique changement climatique et littoral. Un second s'organise autour de l'ULCO à Dunkerque, travaillant autour de l'habilité des littoraux face aux changements climatiques, à l'élévation du niveau des mers. Les observatoires ont été évoqués. Le ROL sera contacté dans le cadre de cet AMI. Les dossiers pour ce projet ont été envoyés, à suivre.

2. Lancement du projet PEPR IRIiMa pour 6 ans, qui s'intéresse aux risques littoraux sur le secteur du Havre. La submersion de tempêtes est traitée par Imen Turki, Benoît Laignel, mais aussi du CIREVE (Centre interdisciplinaire de réalité virtuelle, Univ de Caen) puisqu'il s'agit de faire de la réalité virtuelle pour la ville habitée et la zone industrielle. Il s'agit là de fournir un outil de diffusion et d'appropriation de la connaissance. Ce projet IRIiMa va lancer un AAP au premier semestre 2025 pour financer des travaux sur les risques littoraux avec une dimension science dure, sciences humaines et sociales.

C. Fauchard : 1. projet Interreg « Bonzaï » en cours de création avec des équipes françaises, hollandaises, belges, allemandes et suédoises qui porte sur l'observation des systèmes de protection contre les inondations côtières. L'étape de concrétisation du projet en septembre 2024. En France c'est l'estuaire de Ouistreham qui a été choisi avec le programme de renaturation : une digue sera détruite pour laisser place à la nature, en collaboration avec le Conservatoire du Littoral. Le ROL pourrait jouer un rôle d'observateur et valoriser le déroulement du projet. 2. Projet Région DEFHY3GEO qui porte sur l'érosion des falaises normandes, en particulier des falaises de Haute Normandie. Il y a un observatoire qui est situé à Sainte-Marguerite-Sur-Mer qui a été suivi pendant 4 ans avec différentes mesures géophysiques et drones. C'est un projet qui pourrait être valorisé sur le portail du ROL.

M-H. Ruz : Projet européen Horizon Europe qui a débuté en janvier 2024, auquel l'ULCO participe et notamment avec le projet DuneFront. Il y a 7 pays différents, 17 partenaires. Cela vise à renforcer la protection des secteurs urbanisés en édifiant des dunes devant les digues, ce sont soit des dunes en avant des digues, soit des dunes sur les digues. Il y a une douzaine de sites en Europe où de telles structures ont été mises en place, dont Dunkerque. La dune devant une des digues protège la ville des inondations. MH Ruz est responsable du site dunkerquois. Le leader est Dries Bonte de l'université de Gand. Beaucoup de modélisations avec Deltares permettent d'évaluer où en Europe pourrait être mis en place ces hybrides fondés sur la nature. Projet financé sur 4 ans à hauteur de 5 millions d'euros. Le ROL pourrait être partie prenante pour valoriser le projet.

C. Fauchard : Justement dans le projet Interreg évoqué précédemment il y a un item sur les solutions basées sur la nature pour la protection des inondations et notamment tous les systèmes de dunes naturelles qui sont qui reviennent à la mode dans les solutions pour contrer ces inondations.

2. Stratégie de suivi

2.1. Appels à projets

Perspectives d'animation de la 3ème phase de la stratégie autour de nouveaux appels à projets qui pourraient être relancés début 2025.

Pour rappel en 2019, la mise en œuvre du projet stratégie de suivi du littoral portée par le ROL portait un volet animation de plusieurs appels à projets. Le COST et le ROL avaient initié 5 démarches scientifiques qui proposaient une méthodologie et/ou des outils harmonisés d'analyse des données, à minima à l'échelle de la cellule hydro-sédimentaire. Retrouvez-les sur le nouveau site du ROL : <https://rolnhdf.fr/strategie-de-suivi-du-littoral.html?view=article&id=865&catid=176>

L'objectif était double, à savoir :

- Faire émerger un protocole commun d'analyse des données topo-bathymétriques,
- Sur des espaces les plus larges possibles, voire sur l'ensemble du linéaire côtier étudié

Avec la mise en œuvre d'une 3ème phase d'acquisition de données altimétriques très haute résolution, nous proposons de relancer ces appels à projets. Les outils d'analyses et les résultats des études ont vocation à être opérationnels à destination

des services techniques des collectivités territoriales, gestionnaires et services de l'Etat in extenso. Une démarche méthodologique à finalité appliquée pourrait également constituer un livrable.

La DREAL Normandie va être réinterrogée pour le financement des AAP.

Montage prévu : contact rentrée de septembre pour être opérationnel début 2025. La question étant : est-ce que les membres du COST souhaiteraient se mobiliser pour ses AAP ? Plus particulièrement, on aimerait que la donnée bathy soit mobilisée, puisque cette 2ème campagne bathy, on va pouvoir comparer les deux jeux de données. Rester dans la philosophie de collaboration entre les laboratoires, avec une entrée interdisciplinaire, et pourquoi pas aussi interrégional, l'objectif bien évidemment, c'est de produire de la donnée.

S. Costa : Cette donnée va être extrêmement utile pour les futurs PPR car cette donnée bathymétrique pourra être utilisée pour participer à la caractérisation de l'aléa franchissement par la mer. Il y a souvent de la donnée un peu plus au large, qui est parfois perfectible, et on a surtout besoin de données à la côte les plus fines possible pour pouvoir estimer les franchissements par la mer.

C. Fauchard : Un sujet qui pourrait être proposé : la comparaison de nuages de points LIDAR sur l'ensemble du trait de côté haut normand pour évaluer la quantité de roches éboulées lors d'un effondrement.

S. Costa : On peut évoquer l'actualisation de l'INEC qui est en cours, portée par le Cerema avec François Hédou à Brest. Ça sera une nouvelle série de données avec les nouvelles données 2023-2024. C'est en cours sur d'autres territoires, notamment ouest Cotentin. Ça vaudrait le coup de réfléchir et de créer un petit consortium sur cela effectivement.

J. Pagny : Les enveloppes financières sont des incitations pour vous lancer dans ces réflexions. On était sur des enveloppes financières à hauteur de 5000€ par projet, ce qui vous a permis à l'époque de pouvoir financer un stage dans les labos.

2.2. Questionnements Phase 4

Quelle stratégie envisageable ? augmentation fréquence des acquisitions topo ? Complémenter sur certains secteurs ? Évolution ortho avec acquisition oblique pour produire de la 3D vraie et offrir des solutions par ex pour quantifier plus précisément les volumes des éboulis ?

J. Pagny : nouvelle campagne topo couplée à une orthophoto. Et se posait la question des produits dérivés et notamment de prévoir une valorisation sous la forme d'une 3D, une vraie 3D sur l'ensemble du littoral. Est-ce que ça serait pertinent et est-ce que ça pourrait servir ?

S. Costa : Effectivement, on peut imaginer se lancer dans une espèce de Google Street View littoral. Cela demanderait sûrement des serveurs avec d'énormes capacités de stockage. Il pourrait être pertinent de faire ces acquisitions 3D sur des sites particuliers, par exemple les communes qui se sont inscrites sur la liste des communes cartographies érosion. Et ensuite voir quels sites sur nos 2 régions pourraient être remarquables aux niveaux environnementaux, des dynamiques côtières ou en contraire d'enjeux extrêmement forts, plutôt que de faire l'acquisition sur tout le littoral des 2 régions qui serait un travail énorme.

T. Bizet : concernant le décret, dans la Somme, la première commune qui s'est inscrite, Saint-Quentin-en-Tourmont, est sujette à l'accrétion. Ault est un cas d'école pour l'érosion, ou encore Quend et peut-être d'autres communes qui mériteraient d'avoir cette visualisation 3D. Cette donnée pourrait être très intéressante, aussi pour faire évoluer la connaissance et la considération de cette problématique.

J. Pagny : A voir aussi avec le prestataire ce qui sera possible au niveau des plans de vols. Est-ce que ça veut dire qu'il y a une campagne de vol qui fait la topo ortho et que ça nécessite un autre passage, avec un capteur qui est calibré différemment pour le produit.

S. Costa : Si on a la 3D sur tout le littoral, on aurait la donnée à disposition et on pourrait la sortir au fur à mesure des besoins qui apparaîtraient, par exemple au fur et à mesure que des villes s'inscrivent sur le décret, ça pourrait être intéressant. Mais à voir effectivement comment cela fonctionne au niveau de l'acquisition.

A. Thulie : l'acquisition n'est pas compliquée, c'est le traitement post acquisition pour récupérer la donnée qui sera compliqué pour la 3D.

C. Myr : Il y a une entreprise en Suisse qui a développé un nouveau capteur où ils sont en mesure de faire à la fois Nadir et oblique en un seul passage. Sont spécialisés dans la modélisation 3D des centres villes et font de la 3D sur tous les immeubles. Au BRGM il est prévu de tester ce capteur sur certains secteurs à falaises. Une fois que l'outil a été testé on pourra en rediscuter pour voir si on peut optimiser les lignes de vol et le post traitement.

2.3. Utilisation des données de la stratégie de suivi

- Quid MAD des flux de l'ortho ?

A. Thulie : l'orthophoto est disponible sur un visualiseur, donc on ne peut pas récupérer les flux. C'est un outil pour lire et analyser visuellement, mais on ne peut pas récupérer les données dans son propre SIG. Pour compléter ça et être en accord avec les considérations open data, au ROL on met à disposition des données sur demande, via un formulaire. On utilise un serveur FTP sur lequel on charge les informations avec une file d'attente. Il y a donc un temps de traitement pour extraire les données, un temps de stockage, au bout duquel ce stockage est supprimé pour faire place à la suite de la liste d'attente. C'est le processus utilisé quotidiennement. Mais nous recevons de plus en plus de demande des flux de données, ortho, WMS, etc. Mettre à disposition des flux sur l'atlas serait facile, puisque chacun peut récupérer l'URL du flux et ensuite l'intégrer dans son SIG.

En revanche avec ce système nous n'aurions plus d'informations, suivi des utilisations des données du ROL, et en particulier pour celles issues de la stratégie de suivi.

J. Pagny : Une solution pourrait être de générer ses flux pour les campagnes précédentes, mais de garder la main sur les données les plus récentes pour pouvoir avoir ces statistiques d'utilisation.

S. Costa : Cela pourrait aussi poser un problème par rapport à des partenaires qui récupèrent la donnée et qui finalement se font le relais de la donnée auprès des collectivités, sans mettre le ROL dans la boucle. Il faudrait garder un lien entre les services de l'État, les établissements publics, les collectivités, etc. Peut-être qu'il pourrait y avoir une petite convention partenariale qui simplement indique pour ces structures-là de transmettre pourquoi elles ont besoin des données du ROL, dans quel cadre elles vont être utilisées. De façon à ce le ROL puisse faire état aux tutelles qui financent la stratégie de suivi.

- Questions sur les DOI des données de la stratégie de suivi

S. Le Bot : Est-ce qu'il y a des DOI (Digital Object Identifier) sur les données de la stratégie de suivi ? Car ça force les utilisateurs à citer la donnée et d'avoir un retour sur leur utilisation.

A. Thulie : Pour la phase 1 les DOI existent, pour la phase 2 pas encore, et on le fera pour la phase 3.

M. Ropert : C'est d'autant plus facile que si les données sont identifiées sous Sextant, Sextant peut très bien attribuer des DOI et c'est un moyen de graver les métadonnées, et effectivement dès le moment où les données sont utilisées, il y a une obligation morale à citer les sources, c'est juste une url qui est à renseigner. Ça pourrait être intéressant pour le ROL d'en discuter avec les administrateurs de Sextant, c'est une procédure qui est très facile à mettre en œuvre. Lien Sextant : <https://sextant.ifremer.fr/Services/Attribuez-un-DOI-aux-donnees>

C. Fauchard : Il y a aussi la [plateforme HAL](#) qui peut renvoyer sur des DOI, et aussi <https://recherche.data.gouv.fr/fr> où l'on peut déposer n'importe quelles recherches et données.

A. Thulie : Pour des publications qui utiliseraient nos données cela pourrait être un plus pour les héberger, mais pas sûr que cela fonctionne pour les données brutes de la stratégie de suivi. Cela voudrait aussi dire que les données du ROL seraient hébergées sur une autre plateforme que la nôtre. Ça peut être l'avenir effectivement, notamment si on commence à avoir de grandes quantités de données après plusieurs phases de stratégie de suivi. Mais pour répondre à notre besoin aujourd'hui, on n'est peut-être pas encore prêt.

3. Exploitation des données satellites ?

J. Pagny : beaucoup de partenaires pas forcément du monde recherche, mais plutôt techniciens ou des agents dans les collectivités nous posent des questions quant aux données satellites. On entend parler de multiples plateformes type TIA, Odatis, Dataterra, etc. Pour autant le ROL n'est pas forcément prêt à travailler sur ce type de données, car d'une part il n'y a pas encore le niveau de finesse que le LIDAR, et d'autre part ça ne répond pas à tous les sujets que l'on traite, par exemple sur le trait de côte, pourquoi pas, mais pas sur des sujets comme les mouvements gravitaires. Quid du retour d'expérience

du COST sur le sujet : ça ne remplacera pas les acquisitions LIDAR pour la 4ème phase de la stratégie de suivi mais on peut continuer à expertiser le sujet.

S. Le Bot : Certains de mes collègues travaillent effectivement sur cette thématique et on remarque qu'on est plus dans des aspects recherches, qui sont prometteurs pour le futur, mais qui ne sont pas encore assez mûrs. Par exemple en baie de Somme, avec Edward Salameh nous regardons la faisabilité d'utiliser du Sentinel pour reconstruire des MNT topo. Et c'est très prometteur mais c'est une donnée très différente car pour reconstruire un MNT il faut agréger des données sur 3 mois. Cela ne fournit pas exactement le même type de données que ce que peut fournir un levé LIDAR.

S. Costa : sur des falaises, avec les collègues de Brest, nous travaillons sur des données satellites Pléiades, qui, par rapport à Sentinel ont une résolution beaucoup plus importante et là il faut finalement des images dépointées avec des programmations des satellites. Les travaux qui sont faits montrent qu'on n'a pas la précision qu'on peut avoir avec de la donnée laser actuelle. On peut définir un trait de côte, mais on ne fait pas que ça avec les données laser et aéroportées. Effectivement utiliser de la donnée satellite aujourd'hui est peut-être un peu prématuré.

4. Séminaire 2024

Proposition thématique : « *Quels sont les indicateurs à disposition des territoires littoraux pour évaluer leurs expositions aux risques côtiers ?* ». Celle-ci s'inscrit dans les actualités du ROL avec la mise à disposition de nouvelles données et celles des communes concernées par le décret érosion de la loi Climat et Résilience qui sont à la recherche des meilleurs données et indicateurs.

J-P. Lacoste : C'est un sujet qui est d'actualité, notamment qui serait mobilisable pour les communes qui sont concernées par le décret de la loi Climat et Résilience. Il y a un certain nombre d'équipes qui travaillent déjà depuis quelques temps sur le sujet, notamment à Nantes.

J. Pagny : Côté ROL on a mis à jour l'indicateur d'érosion côtière pour la Normandie et des Hauts-de-France. Une intervention partagée avec le Cerema pour son approche à l'échelle nationale serait un plus. L'équipe de Marc Robin à Nantes avec l'OR2C qui a défini un indicateur de prédisposition aux risques côtiers. Stéphane nous évoquait aussi les travaux de Catherine Meur-Férec dans le cadre d'OSIRISC à Brest, sur un indicateur de vulnérabilité, une approche plus intégrée de la vulnérabilité avec une évolution temporelle. Sur la notion d'indicateur on doit avoir une pluralité de possibilités qu'on pourrait appliquer à cette thématique, avec des possibles interventions de la part des membres du COST pour valoriser des indicateurs qui seraient produits dans vos labos.

J-P. Lacoste : On est assez loin des problématiques de recherche directement, on est plus dans de l'acceptabilité et de la veille institutionnelle. Par exemple, demander à Marc Robin, si l'indicateur de prédisposition testé en Pays de Loire serait transposable et dans quelles conditions, sur le secteur Normandie Hauts-de-France.

S. Le Bot : La thématique est très intéressante et prendre l'angle de l'indicateur, ça fait se connecter la recherche et les gestionnaires, c'est complètement transversal et interacteurs.

J. Pagny : Claire, dans le cadre du projet de prévision des tempêtes du BRGM, il y a des informations qui pourraient être mise à disposition des collectivités pour anticiper des tempêtes, est-ce que c'est quelque chose qui est mûr et qu'on pourrait aborder dans le cadre du séminaire par exemple ?

C. Myr : Oui c'est ce qui est développé sur le secteur du PMCO et aussi en Seine-Maritime, sur la partie PMCO je peux me renseigner auprès des collègues. En fait pour la première phase du projet, l'objectif était de recenser ce qui existait en modèle submersion et voir si on pouvait faire du prédictif à partir des données météo marines. Et aujourd'hui, ils en sont à essayer de combler les trous dans la raquette sur les communes qui ne seraient pas dotées d'un modèle submersion sur le secteur PMCO pour après aller plus loin dans ce système d'alerte.

T. Bizet : Le SMBSGLP est d'ailleurs intégré dans ce projet et on est actuellement en attente de lancer l'outil Sirène, avec notamment l'établissement du modèle météo, pour avoir la météo à 3 jours. Ces modules vont être lancés au niveau régional et ensuite aussi au niveau d'un territoire beaucoup plus restreint. Ça devrait être lancé avant la fin de l'année, notamment avec le BRGM.

J. Pagny : Effectivement on a cette déclinaison du programme prévision tempête qui se décline sous l'outil Sirène. On pourrait avoir un retour d'expérience terrain fait par le syndicat mixte, et une présentation par le BRGM qui est à l'initiative du développement du modèle.

Est-ce qu'il y aurait d'autres indicateurs ?

S. Costa : Peut-être qu'il faudrait se mettre d'accord sur ce qui est un indicateur, et peut-être ne pas démultiplier le nombre de participants de façon à laisser un peu plus de temps pour les présentations et les échanges avec les participants.

J. Pagny : il nous fallait déjà valider la thématique pour pouvoir ensuite prendre contact avec les potentiels intervenants et envoyer le Save the Date.

J-P. Lacoste : Il y a aussi des indicateurs d'évolution des habitats naturels sur le littoral, qui ont été produits par le Muséum d'Histoire Naturelle dans le cadre du projet Adapto, au moins pour la partie Atlantique. Et ils vont retravailler sur ce sujet dans le cadre d'Adapto + donc ça vaudrait peut-être le coup de prendre contact avec eux.

5. Valorisation de vos travaux

Contactez les référents « données » des laboratoires pour mettre à disposition leurs métadonnées (relancer les conventions de mises à disposition des données ROL/laboratoires des membres du COST notamment) et valorisation de vos publications scientifiques

S. Le Bot : A l'échelle du COST, quand l'un des membres fait une publication qui utilise les données du ROL, ça pourrait être bien de faire un retour au ROL directement, de manière à faire une compilation des publications qui ont bénéficié de ses données. En parler aux collègues des différents labo aussi car ils pourraient être amenés à utiliser ses données. On pourrait aussi l'ajouter à l'ordre du jour lors d'une session COST.

J. Pagny : Effectivement c'est l'idée qu'on avait, un travail de collecte que Céline pourra faire avec vous. Que ce soit physiquement ou en visio, le but étant de se prendre un temps dédié pour faire ce recensement. Ça pourrait être des articles, colloques, etc. mais aussi des acquisitions que vous pourriez faire, ça serait intéressant de nous tenir au courant de manière générale de l'utilisation des données du ROL.

6. Les ateliers LittoSIM

C. Looten : Date à définir, au vu de vos réponses au Doodle, l'atelier aura lieu le 08 ou 09 juillet 2024.

Autres points abordés :

J-P. Lacoste : Y-a-t-il déjà une date de prévue pour une prochaine séance du COST, au 2^{ème} semestre 2024 ?

A déterminer.

16h20 : la séance est levée.